

BUREAU DE COORDINATION A L'ETRANGER DE NSZZ «SOLIDARNOSC»

B.P. 112, 1040 BRUXELLES, BELGIQUE  
5, RUE MAYRAN, PARIS 75009, FRANCE

# NEWS

Bi-mensuel  
Date : le 31 janvier 1986



# SOLIDARNOSC

ISSN 0771-9388

Editeur responsable : Jerzy Milewski

No : 61

## 1985: NSZZ "SOLIDARNOSC" DANS SA CINQUIEME ANNEE

1985 a commencé par le procès des trois officiers de police, meurtriers en octobre 84 du père Jerzy Popieluszko. Les arrestations et les détentions qui avaient diminué après le meurtre, ont repris en février. Les arrestations "préventives" et les détentions se faisaient plus fréquentes après les appels de "Solidarność" à des grèves de protestation contre les hausses de prix et les élections. Le nombre de prisonniers politiques qui était de 250 en août, s'est porté à 400 à la fin octobre. Les arrestations les plus spectaculaires opérées par la police en 1985 ont frappé Czeslaw Bielecki, éditeur d'une revue de "Solidarność" et Tadeusz Jedynek, membre de la TKK (Commission Provisoire de Coordination).

Le procès des 3 dirigeants syndicaux, Wladyslaw Frasnynuk, Bogdan Lis et Adam Michnik, a suivi celui des meurtriers du père Popieluszko. La plupart des observateurs s'accordent à dire qu'il ne s'agissait pas de les juger pour quelque acte illégal mais que les autorités souhaitaient par ce procès menacer les autres militants.

Divers militants syndicaux renommés et sympathisants ont été à plusieurs reprises mis en évidence: Seweryn Jaworski, Jacek Kuron et Henryk Wujec ont été arrachés à plusieurs centaines de manifestants à Varsovie, le 1er mai. Jozef Pinior a été arrêté pour avoir déposé des fleurs sur une tombe; Antoni Lenkiewicz a été arrêté et battu après avoir quitté une église où il avait tenu une conférence. Et enfin, Lech Walesa a été l'objet d'une enquête de la police et est accusé d'avoir fourni des informations fausses aux correspondants de presse étrangers.

Le 1er juillet, de nouvelles et sévères modifications du Code Pénal sont intervenues, parmi elles l'extension de l'usage par les tribunaux des procédures sommaires et des amendes plus lourdes s'élevant souvent à 2 ou 3 salaires mensuels. L'article 282a par 1 (activité visant à troubler l'ordre public et à provoquer des manifestations) a été systématiquement retenu dans des affaires d'impression, distribution ou possession de publications indépendantes.

Les autorités avaient promis une amnistie conditionnelle en cas de participation favorable aux élections d'octobre. En dépit de la proclamation d'une participation de 78%, l'amnistie a été remplacée par un modeste "geste humanitaire" au début de novembre. Environ 200 prisonniers politiques ont été relâchés; en 1985, comme l'année précédente, les autorités ont jugé nécessaire de faire un semblant de concession.

Un nombre plus important de meurtres et de passages à tabac perpétrés par la police a été porté à la connaissance de la population, grâce aux informations révélées dans la presse indépendante et à l'action de groupes tels que le Comité Primatial d'Aide de Varsovie. La mort la plus brutale fut celle de l'étudiant, Marcin Antonowicz, assassiné un an après le père Popieluszko. L'Eglise n'a pas été épargnée: les pères Tadeusz Zalewski et Jerzy Sucholowec, connus tous deux pour leurs sympathies pro-"Solidarność", ont été plusieurs fois agressés et torturés. L'évêque Tadeusz Goclawski a été attaqué à Gdansk par un employé du Ministère des Affaires Intérieures. Lech Walesa a été contacté par un criminel, sorti de prison en permission, qui a informé Walesa de ce qu'il avait été chargé de le tuer.

Une des principales préoccupations du Syndicat en 1985 fut la défense du niveau de vie. Walesa et la TKK ont lancé en commun un appel pour une grève générale de 15 minutes le 28 février en protestation contre les hausses des prix, essentiellement des produits alimentaires, prévues pour le mois de mars. Après que le nouveau syndicat pro-gouvernemental eut annoncé son rejet de toute hausse, les autorités ont fait marche arrière et décidé d'introduire ces hausses progressivement. La grève fut annulée; après quoi, les autorités ont révélé leur intention d'augmenter d'un coup les prix, plus tard que prévu.

"Solidarność" fut critiqué pour avoir laissé échapper une autre opportunité de grève. L'atmosphère dans les entreprises restait tendue avec de nombreuses actions locales lancées à petite échelle. Différents ateliers de l'entreprise électrique Roza Luksemburg ont débrayé à plusieurs reprises de février à avril pour obtenir une révision de l'échelle des salaires. L'action des ouvrières (qui constituent la majorité du personnel de l'entreprise) a forcé des concessions de la part de la direction; d'autres grèves semblables à travers le pays apportèrent des résultats comparables. La pression pour des augmentations de salaires fut si vive que selon une étude officielle, ceux-ci se sont élevés de 20% alors que le plan prévoyait une hausse de 12%.

"Solidarność" poursuivit sa campagne sur les hausses de prix tout au long du printemps. Le 7 mai, la TKK appella à nouveau à une heure de grève le jour de l'entrée en vigueur de la hausse des prix de la viande mais les autorités se déroberent encore devant le préavis de grève en postposant les hausses sur juillet et en

4°P. 12007

rendant ainsi l'appel à la grève inactuel. Les réponses aux appels aux grèves générales furent, suite au premier échec, modérées; et depuis, on admet généralement que de petites actions locales apportent de meilleurs résultats.

En avril, les autorités jugèrent le processus de normalisation suffisamment avancé pour organiser la cérémonie de renouvellement du Pacte de Varsovie, large réunion de chefs d'état du bloc soviétique qui ne s'était plus tenue en Pologne depuis la formation de "Solidarność". Le 1er mai, la plus grande manifestation non-officielle depuis 1981 s'est déroulée dans les rues de Varsovie. Des manifestations similaires ont eu lieu dans la plupart des grandes villes bien que, dans l'ensemble, "Solidarność" n'appelle plus à de vastes démonstrations de rue. Les marches et autres rassemblements n'ont pas été en 1985 les actions marquantes du syndicat, à l'exception d'une veillée à la mémoire des victimes de la grève de la mine Wujek.

Délaissant les grèves générales et les manifestations de masse, les militants syndicaux ont concentré leurs efforts sur l'impression et la distribution de revues et de tracts qui, ces derniers surtout, se sont multipliés à la veille des élections parlementaires du 13 octobre. Usant de moyens techniques plus sophistiqués, le syndicat s'est acquis une plus large audience en, par exemple, surimprimant des slogans sur les programmes TV ou en développant les émissions de radio.

Le procès de Frasyuniuk, Lis et Michnik a relancé la campagne pour le statut et les droits des prisonniers politiques. Des pétitions en ce sens ont circulé tout au long de l'année. Des messes, des expositions, des conférences et des concerts furent organisés durant la Semaine du prisonnier politique au début novembre. L'aide matérielle et financière aux prisonniers de conscience et à leur famille s'est considérablement développée.

Des élections ont été menées dans les plus grandes universités en janvier et février pour connaître la réaction des étudiants à un projet de loi limitant les libertés académiques. En dépit de réponses négatives à 90%, la loi fut adoptée. Les conseils autogestionnaires ouvriers des grandes entreprises se sont joints aux conseils étudiants dans leur campagne contre la loi. A la fin novembre, le Ministre de l'Enseignement Supérieur a démis les recteurs, doyens et assistants des universités de Poznan, Wroclaw, Gdansk, Varsovie, Torun et Cracovie.

Lech Walesa a diffusé un rapport rédigé par les experts du syndicat à l'attention des correspondants de presse étrangers pour l'anniversaire des Accords d'Août. Intitulé La Pologne: 5 ans après août, ce rapport de plus de 300 pages analyse les problèmes économiques, éducatifs, culturels et juridiques de la Pologne depuis 1980 et présente en conclusion les propositions du syndicat.

Le contrôle des résultats des élections d'octobre par NSZZ "Solidarność" fut l'une des actions les mieux coordonnées du syndicat en 1985. Des équipes d'observation estimèrent la participation électorale par des sondages de cinq minutes, étalés sur la journée, devant les bureaux de vote. Selon les évaluations du syndicat, le boycott de 33% des inscrits fut un succès. Même les autorités ont été contraintes d'annoncer un taux de fréquentation inférieur aux 90 et quelques % traditionnels.

Le groupe "Paix et Liberté" a en mars organisé une grève de la faim de protestation contre l'emprisonnement de Marek Adamkiewicz, un objecteur de conscience. A la fin de l'année, 10 membres de ce groupe ont renvoyé leur carnet militaire; près de la moitié de ces "insoumis" ont été jugés et condamnés à de lourdes amendes. L'un d'eux fut condamné en décembre à 3,5 ans de prison.

Les conseils autogestionnaires ouvriers se sont opposés à la nouvelle législation restreignant leur champ d'activité. La plus grande menace sur leur indépendance provint des initiatives du gouvernement visant à unifier toutes les entreprises d'un secteur industriel donné en un conglomérat économique, comme par exemple la Communauté des Entreprises Métalliques et Sidérurgiques, proposée par le Ministre des Mines. Le Parlement sortant a ratifié des modifications à la loi sur les syndicats, reportant sine die le droit d'organiser plus d'un syndicat par entreprise.

\*-\*-\*-\*-\*

LECH WALESA, président de NSZZ "Solidarność", devrait être jugé durant la semaine du 11-18 février par le Tribunal de Gdansk. Walesa est prévenu de calomnie envers les conseils électoraux; il a annoncé, après les élections parlementaires du 13 octobre, des résultats de participation, récoltés par les observateurs indépendants du syndicat clandestin, différents des résultats officiels. Selon certaines sources, il pourrait également être accusé rétroactivement de soidisant "délits criminels" commis depuis août 1980.

L'avocat de Lech Walesa a cependant demandé un report du procès.

Une déclaration critiquant sévèrement le déroulement des élections, signée par Walesa, est parue dans Nasz Czas, un journal de "Solidarność" de la région de Gdansk. Ce journal, numéroté 53, est la copie

identique d'un ancien numéro (43) auquel cette fausse déclaration, préparée par la police pour fournir des preuves au tribunal, a été ajoutée.

DES ELECTIONS pour désigner 15 représentants aux Conseils Ouvriers Autogestionnaires ont eu lieu en juin 1985 aux Entreprises Energétiques de Varsovie. 13 sièges et plus de 50% des votes sont allés à des ouvriers qui avaient été membres du conseil pendant la période légale de "Solidarność". Le directeur a, en dépit de l'avis d'un juriste, dénoncé la procédure électorale, invalidé les élections et annulé les résultats. L'ensemble du personnel (1.200 ouvriers) n'avait pas été divisé en groupes électoraux ainsi que le veut la loi. Le directeur a reporté sine die les nouvelles élections et licencié 5 des 13 ouvriers



ayant obtenu le plus de voix.

LE CONSEIL OUVRIER des Usines Elena à Torun a remporté son procès devant le Tribunal provincial qui a rejeté la décision du directeur de l'usine d'affecter au fonds des primes pour la direction une somme de 21.000 zł supérieure au montant fixé par le Conseil Ouvrier. Le Tribunal a estimé que le Conseil avait agi dans le sens de la défense du bien social.

LA DIRECTION DES ACIERIES de Rybnik (Silésie) a adressé une note aux contremaîtres signalant que toutes les heures supplémentaires, y compris celles du samedi et du dimanche, seront à l'avenir considérées comme des heures normales. Tout refus de travail supplémentaire deviendra un refus d'accomplir une consigne de travail et toute absence sera considérée comme injustifiée avec toutes les conséquences qui peuvent en découler.

LE NEO-SYNDICAT pro-gouvernemental de l'Entreprise de Câbles de Cracovie a accepté la répartition des primes suivante: 28% des primes iront à 67 membres de la direction de l'usine, 50% aux 2.850 ouvriers, le solde constituant une réserve. Le directeur a donc reçu 70.000 zł, chaque ouvrier de 2,5 à 15.000 zł et le responsable syndical 30.000 zł.

ANTONI KUKLA, électricien depuis 22 ans à l'usine "Unimor" de Gdansk, a reçu le 31 octobre 1985 un préavis de 3 mois avec comme motif "ne convient pas pour travailler dans une entreprise de l'industrie militaire". Avant les élections du 13 octobre, Kukla avait été embarqué par des agents de la Sûreté d'Etat pour un interrogatoire sur la campagne de tracts anti-élection.

AU PROCES DE Anastazja Konieczna et Teresa Uhd, qui s'est tenu à Wroclaw le 29 novembre, le procureur avait plaidé deux ans de prison ferme pour la première prévenue et 18 mois avec sursis pour la seconde qui avait chargé Konieczna pendant les interrogatoires. Le président du tribunal, le juge Aleksander Ostrowski a pourtant prononcé une peine de 9 mois pour Konieczna et une peine plus sévère d'un an pour Uhd. Dans le prononcé, le juge a expliqué que la conduite de Uhd avait démontré qu'elle n'était pas pleinement engagée dans l'action clandestine et qu'un an de prison aurait pour elle valeur éducative puisqu'elle aurait ainsi le temps de réfléchir à son attitude. Par contre, Konieczna est, selon le juge, une opposante politique pleine de maturité dont les opinions méritent le respect et qu'aucune peine d'emprisonnement aussi longue soit-elle ne pourra faire changer.

LA PRESSE INDEPENDANTE DE "Solidarność" consacre dernièrement de nombreuses colonnes au problème de la poursuite de la focalisation de l'action du syndicat sur des thèmes purement syndicaux ou à son extension vers des domaines politiques. Baza un journal de NSZZ "Solidarność" publié par le TKOS (cfr NEWS 59) dans

la région de Varsovie, analyse cette question dans le numéro de novembre-décembre 85. Le texte qui suit est un extrait d'un article signé par le Club Ouvrier de Réflexion.

- Il est possible de trouver dans les analyses de "Solidarność" deux types d'argumentation.

D'une part, on considère que la situation actuelle, suite à la destruction du mouvement organisé sur des revendications purement syndicales, nécessite un dépassement de ces seules exigences. Le communisme, dit ce courant de pensée, ne s'accommodera jamais de l'existence d'un syndicat libre. Notre lutte actuelle doit donc nous préparer non à la création d'un syndicat libre mais bien à des changements dans l'état et le système qui permettraient la naissance d'un tel syndicat en même temps que celle des institutions et des instruments de la démocratie. De quels changements s'agit-il? La réponse nous fait entrer dans le domaine de la politique. L'autogestion ouvrière, l'économie libérale, des élections libres et l'indépendance nationale sont certains des éléments proposés par cette vision de la Pologne future. L'idée principale est de regrouper des militants autour de programmes politiques. Ces groupes, aujourd'hui embryonnaires, demain plus mûrs, évolueraient en forces politiques capables de modeler la forme et le destin de notre pays selon les vœux de la majorité.

L'autre courant considère la probabilité d'une telle évolution comme très faible. Aujourd'hui et pour longtemps encore, considère-t-on dans cette thèse, c'est le programme extra-politique et supra-sectoriel de "Solidarność" qui fonde la base idéologique nécessaire à animer un mouvement véritablement de masse. L'abandon de cet esprit unificateur signifierait la perte de la force de ces masses. Les ouvriers, les femmes de ménage et les artistes ne s'accorderont jamais sur un programme de revendications politiques mais des questions comme les salaires, les prix et les samedis libres peuvent les rassembler. La société polonaise n'obtiendra quelque chose que si elle agit toute ensemble et "ensemble" sera pour de longues années encore synonyme de "Solidarność". Le temps n'est pas encore venu pour les partis politiques. Le passé a déjà prouvé la puissance des revendications et des symboles de "Solidarność" et leur abandon serait une grave erreur.

Il est difficile de dire quel courant à raison. Aucun indice ne prouve la supériorité d'une thèse sur l'autre. Aucun de ces deux courants ne débouche sur une action directe sur la réalité. Le problème n'est pas aujourd'hui le manque d'idées, de programmes et de courants de pensée mais bien le manque de moyens pour les réaliser.

Le développement d'un courant politique nécessite un changement de la vie publique. Celle-ci, en Pologne, est dominée par les autorités qui sont la seule force capable d'imposer leur vision. Un courant politique d'opposition cherchera donc à contrer les changements souhaités par les autorités. Le conflit entre les "syndicalistes" et les "partisans de partis politiques" est donc vain. Ces deux tendances débouchent finalement sur le politique puisque toutes deux s'opposent au modèle de vie publique imposée par

les autorités.

Nous croyons que la situation présente ne peut être comprise si l'on se confine à la position purement syndicale. Le problème des libertés et des droits syndicaux ne peut être séparé des libertés d'autres domaines ou de l'indépendance historique, économique et nationale ou de la scène internationale. Le syndicalisme est donc, qu'il le veuille ou non, contraint au politique. Nous ne prétendons pas que la conjonction des questions syndicales aux autres aspects de la vie publique augmentera l'efficacité de nos activités présentes.

Nous appuyons une approche qui embrasse tout un éventail de questions, dépassant l'horizon syndical. C'est pourquoi nous souhaitons que des thèmes politiques figurent dans nos discussions. Il est possible que les leaders de "Solidarność" ne souhaitent pas épuiser toutes ces questions. S'il en est ainsi, nous ne partageons pas leur point de vue mais nous le prenons en considération. C'est pourquoi ces initiatives politiques (les groupes embryonnaires qui pourraient constituer les germes de futurs partis) ont un sens; non parce qu'ils pourraient être efficaces actuellement mais parce qu'ils pourraient examiner ces questions à fond sans craindre de franchir certaines limites tactiques qui nuiraient à leur intérêt.

Nous ne croyons pas que les groupes politiques apporteraient du neuf, ni n'amélioreraient les actions présentes ou élargiraient les bases des concepts qui peuvent tout aussi bien provenir de "Solidarność". Néanmoins, il y a un réel besoin des vi-

sions de courants politiques pour créer des projets pour la Pologne future aussi lointaine soit-elle.

De nombreux courants politiques de l'opposition se réfèrent constamment à des noms et des symboles de la Pologne d'avant la guerre, bien peu peuvent résoudre le puzzle de la Pologne d'aujourd'hui. Combien appuient réellement le général Jaruzelski? Quels sont les mécanismes sociaux, économiques et politiques qui soutiennent le régime et les groupes sociaux qui s'identifient à lui? Nous pensons qu'en Pologne, les séparations entre les autorités et la société ne sont pas clairement tracées, ni celles entre le parti communiste et "Solidarność", entre "eux" et "nous": "nous" sommes partiellement "eux" et "ils" sont une petite part de "nous".

Nous pensons que le temps est venu pour les penseurs sociaux et politiques polonais de se pencher sur une analyse précise du communisme en Pologne. Nous aimerions avoir une réponse à la question: qu'ont apporté à la République Populaire de Pologne les facteurs économiques, sociaux et politiques? Nous croyons que dans le cours d'une telle discussion, des groupements politiques de tendances politiques différentes émergeront naturellement.

En conclusion, la politique, ce n'est pas seulement Reagan et Gorbatchev ou Walesa et Jaruzelski. La politique, c'est vous et moi - chaque jour, au travail, chez soi. La "politisation" de notre mouvement exige également de convaincre les Polonais qu'aucune action publique n'est politiquement neutre dans un système totalitaire.

SOURCES: Baza, nov.-dec. 1985; Tygodnik Mazowsze no. 153; Uncensored Poland News Bulletin no. 2/86.

